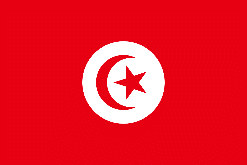
A black and blue sign with blue text

Description automatically generated



**Rapport Conférence - Economie Bleue**



A picture containing logo

Description automatically generated

Rapport Conférence – Economie Bleue

**Juin 2024**

**Document de Projet préparé par RDD dans le cadre de SwitchMed II**

**Avertissements**

Les désignations employées et la présentation du rapport dans cette publication n'impliquent en aucun cas l'expression d'une opinion de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, territoire ou ville, ou de ses autorités, ni concernant la délimitation de ses frontières.

La mention d'une entreprise commerciale ou d'un produit dans ce document n'implique pas l'aval du Programme des Nations Unies pour l'Environnement ou des auteurs. L'utilisation des informations de ce document à des fins publicitaires ou promotionnelles n'est pas autorisée. Les noms et symboles de marques déposées sont utilisés de manière éditoriale sans intention de porter atteinte aux lois sur les marques ou les droits d'auteur.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Nous regrettons toute erreur ou omission qui aurait pu être commise involontairement.

©La Photo prise par Yingzhe Wang

**Programme des Nations Unies pour l'environnement**

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est la principale autorité environnementale du système des Nations Unies. Le PNUE utilise son expertise pour renforcer les normes et pratiques environnementales tout en aidant à mettre en œuvre les obligations environnementales aux niveaux national, régional et mondial.

La mission du PNUE est de fournir un leadership et d’encourager le partenariat dans la protection de l’environnement en inspirant, en informant et en permettant aux nations et aux peuples d’améliorer leur qualité de vie sans compromettre celle des générations futures.

**Programme SwitchMed**

Le programme SwitchMed est financé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par le PNUE. Il vise à promouvoir une économie circulaire dans les pays du sud de la Méditerranée en changeant la manière dont les biens et services sont produits et consommés. Pour y parvenir, SwitchMed fournit des outils et des services directement au secteur privé, soutient un environnement politique favorable et facilite l'échange d'informations entre les partenaires et les principales parties prenantes.

**Racines et Développement Durable (RDD)**

Racines et Développement Durable (RDD) est une association tunisienne qui promeut un développement local et régional aligné sur les caractéristiques des territoires et des populations. Elle valorise le patrimoine, à la fois matériel et immatériel, crucial pour le développement durable. RDD œuvre pour intégrer cette dimension patrimoniale dans le développement, sensibilise sur la destruction du patrimoine tunisien et ses impacts socio-économiques, et soutient la protection et la mise en valeur du patrimoine à travers des projets de développement. Les membres de RDD croient en l'importance de lier le patrimoine au développement régional.

**Équipe SwitchMed du PNUE :**

Luc Reuter, Coordinateur des politiques SwitchMed, [luc.reuter@un.org](mailto:luc.reuter@un.org)   
Chang Yan, Responsable associé de programme, [chang.yan@un.org](mailto:chang.yan@un.org)  
Doha Al Kadamani, Associée de projet

**Équipe RDD :**

Samir Meddeb, Président, [samgeop17@outlook.com](mailto:samgeop17@outlook.com)

Mounir Majdoub, Consultant en développement durable, [mounir.majdoub@gmail.com](mailto:mounir.majdoub@gmail.com)

**Point focal national SwitchMed :**Nabil HAMDI, Point focal national SwitchMed II, ministère de l’Environnement, Tunisie

**DIALOGUE NATIONAL SUR L’ECONOMIE BLEUE**

**Cité des sciences de Tunis**

**17 avril 2024**

**Synthèse**

Le 17 avril 2024, L’Association RDD a organisé un dialogue national sur l’économie bleue. Cette manifestation, soutenue par le PNUE et le programme SwitchMed (https://switchmed.eu/fr/), a eu lieu à la Cité des Sciences de Tunis et s’est déroulée selon le programme joint en annexe.

Dans son allocution d’ouverture, le Président de RDD a rappelé l’ancrage historique de toutes les activités marines en Tunisie et a également exprimé la nécessaire adaptation pour un nouveau mode d’exploitation des ressources marines qui tout en intégrants les impératifs socio-économiques tient compte principalement des critères de durabilité et d’adaptation aux multiples changements induits notamment par le dérèglement climatique.

Le point focal du programme SwitchMed en Tunisie a pris la parole pour donner un aperçu sur le programme. Il a en particulier souligné l’intérêt qu’accorde ce programme à l’économie bleue comme en témoigne le projet expérimental d’aquaculture multitrophique développé dans la région de Teboulba avec le soutien de SwitchMed et la participation d’institutions nationales et d’organismes privés.

Ensuite, Monsieur Mounir Majdoub a présenté l’état des lieux de l’économie bleue en Tunisie. Chiffres à l’appui, il a montré que le secteur est sous exploité ou bien mal exploité. Il aussi exposé le contexte méditerranéen favorable et rappelé quelques pistes de réflexion pour s’insérer dans une dynamique régionale positive.

Enfin et avant la réunion des quatre ateliers thématiques, deux promoteurs de *success story* en biotechnologie marine ont exposé leur projet de start-up. Tout en soulignant les multiples opportunités qu’offre le secteur de l’EB en Tunisie, ils ont aussi rappelé les difficultés liées principalement à la gouvernance et aussi à l’accès au financement.

Suite à leur exposé, la première session plénière a été levée pour laisser la place aux travaux des quatre ateliers thématiques dont nous présentons une synthèse.

**résumé des ateliers thématiques**

En marge de la conférence nationale sur l’économie bleue organisée par l’Association RDD, quatre (4) ateliers thématiques ont été organisés et ont été axés respectivement la pêche et l’aquaculture, le tourisme, les activités émergentes et l’environnement et la gouvernance.

Même si un canevas eu été suggéré pour ces ateliers pour mieux canaliser les débats et surtout optimiser le temps, les discussions au cours de ces quatre ateliers ont parcouru un spectre de sujets plus large en relation avec l’environnement marine, la durabilité des ressources marines et l’économie bleue.

La lecture approfondie des quatre rapports nous a permis d’en déduire ce qui suit :

1. Au niveau des quatre ateliers des discussions productives ont été focalisées sur la qualité de l’environnement marins, les diverses sources de pollution marine et aussi sur les mesures d’atténuation. La formation et une meilleure ouverture sur la communauté de la recherche scientifique marine constituent l’autre axe commun aux quatre ateliers tout comme la gouvernance et la nécessaire stricte application des textes législatifs en vigueur pour mieux préserver les écosystèmes marins fragilisés.
2. Sur le plan thématique, l’appréciation de l’état des lieux de l’économie bleue en Tunisie est quasiment conforme à ce qui a été rapporté dans le rapport soumis par la RDD. Cependant quelques idées nouvelles ont pu émerger et méritent que l’on s’y attarde. Nous en citons, à titre indicatif et non exhaustif, les suivantes :

**Pêche et aquaculture**

* Des lacunes dans le contrôle sanitaire des produits de la pêche et aussi en ce qui concerne les engins de pêche méritent d’être comblées dans des délais raisonnables. Ces deux créneaux peuvent constituer un excellent réservoir de nouveaux emplois bleus.
* Généraliser le VMS[[1]](#footnote-1) pour une meilleure traçabilité des produits de la pêche et aussi pour fournir les nécessaires outils d’aide à la décision en matière de gestion des ressources marines vivantes (zones de pêche, repos biologiques, aires marines protégées, etc.).
* Mieux valoriser la présence des femmes dans tous les secteurs de valorisation des produits de la pêche.

**Tourisme**

* Renforcer le secteur de la plaisance en mettant en œuvre les nouvelles technologies et aussi le concept de ports bleus.
* Renforcer et cibler la communication pour mieux valoriser les produits divers et encore méconnus du secteur du tourisme en Tunisie. C’est ainsi qu’on pourrait migrer vers une nouvelle forme de tourisme plus durable.

**Activités émergentes et protection de l’environnement**

* Renforcer le rôle de la recherche scientifique marine dans les processus de prise de décision dans le domaine et créer une plateforme accessible et continuellement mise à jour concernant les idées génératrices et autres incubateurs dans le domaine de la biotechnologie bleue.
* Créer une plateforme dédiée aux divers mécanismes de financement surtout que le secteur des biotechnologies bleus est porteur et de plus en plus soutenu par les principaux bailleurs de fonds.

**Gouvernance de l’économie bleue**

* Mettre en place une gouvernance institutionnelle efficace soutenue par des instances d’arbitrage
* Généraliser et institutionnaliser le concept de la planification spatiale maritime (MSP, en anglais).
* Développer les instruments juridiques et règlementaires à même de faciliter la coordination intersectorielle. Ceci constitue un véritable levier pour la mise en œuvre d’une MSP.

Enfin et conformément au canevas les participants aux quatre ateliers ont été sollicités pour proposer des actions concrètes en économie bleue en précisant leurs impacts en matière de durabilité, le porteur principal et tous les acteurs susceptibles d’y prendre part. Ces actions feront l’objet d’une synthèse qui sera présentée dans un document dédié.

**Restitution de l’atelier pêche et aquaculture**

**Modérateur : Mohamed Salah Romdhane**

**Rapporteur : Habib Ben Moussa**

**Question 1 : Quelle est votre appréciation de l’état des lieux du secteur concerné en termes de durabilité ?**

**Document de travail : la matrice présentée dans le power point, relative au secteur/thème en question**

La discussion a porté sur trois thématiques à savoir la pêche, l’aquaculture et le problème environnementaux en lien avec les activités pêche et aquaculture.

La discussion a dégagé les principaux points ci-après.

Question 1 : pêche

1. Mode de gestion : Absence de structure au niveau local fonctionnelle
2. Manque de contrôle au niveau des engins et vétérinaire
3. Problème d’accès des jeunes
4. Surexploitation des ressources particulièrement dans le golfe de Gabès ( 63% des bateaux opère dans le golfe de Gabès)
5. Pêche illicite particulièrement à Kerkennah (recensement 2018 458, 2021 519 embarcations kiss et 90% à Sfax)
6. Problème de couverture sociale (pêche saisonnière)
7. Evaluation du stock ne cible pas toutes les espèce (2018) 50/70 espèces
8. Coût d’évaluation du stock élevés, il faut s’orienter vers d’autres techniques innovantes (système et pas pêcherie ou espèce)
9. Retard d’édition et diffusion des rapports annuels
10. Formation professionnelle – et formation de sécurité (ça existe dans des pays comme la Mauritanie
11. Les centre de formation sont saturé les jeunes sont intéressés par la pêche industrielle mais peu pour la pêche traditionnelle, formation sur la gestion des ressources (sensibilisation) prise de conscience
12. Nouvelle technologie de pêche à promouvoir
13. Contraintes administratives et manque d’encouragement
14. Manque de perspectives pour la pêche artisanale pour les jeunes
15. Hypothèque de pêcheur par les intermédiaires
16. Pas de demande de financement auprès des bailleurs des fonds pour la pêche
17. Travails saisonniers, prévoir des emplois alternatifs hors saisons
18. Recensement général des du secteur de la pêche le dernier 2004 (engins, pêcheurs, ...)
19. Mise à niveau sanitaire des ports et marchés de gros de pêche (impossibilité de labialisation)
20. Charfia modalité d’affection
21. Période de pêche ont changé avec le CC
22. Consommateurs à sensibilité pour ne pas acheter hors du circuit contrôlé,
23. Différence territoriale
24. Des intrus et des plaisanciers au secteur
25. VMS appliqué au nord mais pas dans le golfe de Gabès et de Hammamet (nombre de flotte)
26. Fonds de repos biologique à revoir son usage pour un fonds de développement de la pêche
27. La femme est dominante dans le secteur de la valorisation des produits de pêche
28. Manque de garde pêche

Question 1 : aquaculture

1. Maintenir la conchyliculture
2. Dépendance au niveau des alevins et la nourriture
3. Les institutions financières ne prennent pas en considération la durabilité à prendre en considération
4. Problème d’assurance ; activité à risque
5. Maitrise technique totale au niveau national
6. Ajouter le maigre
7. Problème de rentabilité avec le prix des intrants
8. Taux d’intégration dans l’activité aquaculture faible
9. Contrôle sanitaire efficace
10. Coût de l’infrastructure pour les écloseries intervention de l’état
11. Valorisation pour être concurrentiel
12. Aquaculture multi trophique
13. Absence de vétérinaire pour les poissons problème d’usage abusif des antibiotiques
14. Repackage des palourdes interdit alors que c’est la solution pour reconstituer le stock vénériculture

Question 1 : Environnement

1. La pollution par les eaux de drainage
2. Plastique en mer
3. Problème d’équipement en installation pour les eaux de ballaste il y a que port de Shira qui est équipé
4. Pollution à travers les cours d’eau comme Medjerda et Méliane
5. Impact de la pollution tellurique et la pêche abusive sur les herbiers 9300 k2 de posidonie 0.5% de la surface protégées
6. 4 aires marines protégée en cours de création,
7. Bioremédiation par la spiruline et carabe bleue
8. Valorisation des banquettes de posidonie et garder son rôle dans la lutte contre l’érosion.
9. Matrice proposée pour le brainstorming sur la question 2 :

**Question 2 : Pouvez-vous proposer trois à quatre actions prioritaires de changement transformateur pour améliorer la durabilité par rapport au secteur ?**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Intitulé de l’action | Impact attendu en termes de durabilité | Acteur principal porteur de l’action | Autres acteurs à impliquer |
| 1- Mise à niveau des marchés de gros de poison | Traçabilité et normalisation | MARHP -DGPA DGSV | Communes |
| 2- actualisation recensement du secteur de la pêche | Meilleure gestion des ressources | MARHP -DGPA DGSV- INSTM- UTAP |  |
| 3- encourager l’aquaculture à petite échelle et la diversification des espèces y compris l’algoculture | Création d’emploi et rentabilité locale | Privé, fonds d’encouragement |  |
| Production nationale des intrants d’aquaculture (alvins et aliment) | Durabilité du secteur  Maitrise du coût de production | Privé, politique | Pôle de compétitivité de Bizerte |
| Cartographie de herbiers de posidonie | Maintien des fonctions écosystémiques | INSM-APAL |  |
| Renforcer les récifs artificiels particulièrement dans les zones de pêche illicite | Protection des habitats | DGPA APAL INSM Société civile |  |
| Valorisation des déchets de transformation des produits de pêche et de l’aquaculture | Économie circulaire | PPP | Communes |

**Restitution de l’atelier Tourisme côtier**

**Modérateur : Ali Chelbi et M’hamed Zouaoui**

**Rapporteuse : Samira NEFZI**

**Déroulement de l’atelier :**

Une trentaine de participants de divers profils (ingénieurs, avocats, médecins, architectes, universitaires et étudiants) ont pris part à cet atelier.

Les discussions ont porté principalement sur 3 points essentiels :

* Les problématiques et les défis auxquels fait face le tourisme bleu en Tunisie
* Quelle vision pour un tourisme bleu durable en Tunisie ?
* Quelles pistes et solutions pour un tourisme bleu durable ?

1. **Les problématiques**

Dans ce cadre de nombreuses problématiques ont été évoquées, les plus importantes sont les suivantes :

1. Le littoral, qui constitue la matrice naturelle de l’activité touristique bleue se trouve dans un état très dégradé et ce à travers :

* Une érosion côtière, une élévation du niveau de la mer et une augmentation des températures des eaux de mer dues principalement aux phénomènes des changements climatiques ;
* La stratégie Nationale d’Adaptation du Littoral aux Changements Climatiques est très riche en termes de propositions. La concrétisation par des actions concrètes de terrain est très limitée faute de moyens financiers.
* Une pollution par les rejets des stations d’épuration des eaux usées d’une part et des rejets des unités industrielles d’autre part ;
* Des Hot spots de pollution principalement dans les régions de Sfax et Gabés
* Une pollution par les déchets plastiques qui envahissent les zones touristiques (le cas de Djerba est flagrant)

1. Un secteur économiquement instable à cause principalement des facteurs extérieurs, de la crise économique mondiale et de la crise sanitaire.
2. Un secteur socialement fragile vu le nombre d’emplois vulnérables sur lequel il se base, avec une couverture sociale faible pour les ouvriers saisonniers et les emplois indirects (commerçants ambulants, artisans, ….) ;
3. Une offre très peu diversifiée malgré le grand potentiel offert par la variabilité des systèmes naturels, la richesse culturelle et écologique du pays ;
4. Des créneaux porteurs très peu développés en Tunisie malgré le potentiel, à l’instar du développement et valorisation des opportunités économiques liées aux ports de plaisance ;
5. Des établissements hôteliers faiblement engagés dans les efforts de préservation des ressources et des modes de consommation durables ;
6. De bonnes pratiques ont été développées au niveau de quelques hôtels et chaines hôtelières mais qui sont trop peu ou même pas vulgarisées et partagées (pratiques de circularité, de sensibilisation de la clientèle…)
7. Des efforts de communication dispersés et non continues dans le temps et dans l’espace.
8. Des initiatives développées auparavant en termes de circularité (filières ECOPILES, ECOBATTERIES…) et en termes de labels (Label du pavillon bleu) , actuellement abandonnées ou presque.
9. **Quelle vision pour un tourisme bleu durable ?**

Afin d’élaborer une vision pour un tourisme bleu durable, de nombreuses questions ont été posées en rapport avec l’avenir du tourisme dans le cadre d’un contexte socio-économique difficile et une situation écologique très vulnérable. Quelle sera la place du tourisme balnéaire en présence d’autres types de tourisme ? Existe-t-il réellement un tourisme et un tourisme alternatif ?

Après de longues discussions, le groupe de l’atelier tourisme a identifié la vision suivante :

***Appuyer un tourisme bleu durable, diversifié et complémentaire, dans le cadre d’une approche systémique et globale.***

**III- Actions et mesures proposées**

* Renforcer les projets de Protection du littoral tunisien et assurer les financements nécessaires ;
* Développer l’économie circulaire au niveau des établissements hôteliers et assurer que tous les maillons de la chaine soient couverts (aspects réglementaires, logistiques et commercialisation) ;
* Inciter les établissements hôteliers à adopter la certification ISO 14001 et à adhérer au système ESG ;
* Créer des labels en lien avec les établissements hôteliers et les inciter à adhérer aux labels internationaux en faveur de leur compétitivité,
* Inciter les acteurs du tourisme bleu à concrétiser les programmes de Responsabilité Sociétale des Entreprises et à divulguer leurs Stratégies de Développement Durable
* Créer un fond dédié à la qualité intégrée de l’offre touristique ;
* Appuyer la création d’offres touristiques diversifiées en cohérence avec la richesse culturelle, culinaire, archéologiques et écologique des régions (tourisme culturel, culinaire, scientifique, agro—tourisme) ;
* Synchroniser les programmes de communication orientée vers le tourisme bleu durable et saisir les opportunités de l’intelligence artificielle et de nouvelles technologies en la matière ;
* Assurer une réforme de l’ONTT de telle sorte qu’elle joue son rôle de locomotive pour un tourisme bleu durable

**Restitution de l'atelier activités émergentes et protection de l’environnement marin**

**Modérateur : Khalil ATTIA**

**Rapporteur : Chérif Sammari**

Les discussions ont porté d’abord sur la première question :

1. **Quelle est votre appréciation de l’état des lieux du secteur concerné en termes de durabilité ?**

Document de travail : la matrice présentée dans le power point, relative au secteur/thème en question.

Le résumé des aspects soulignés par les participants est présenté ci-après dans l’ordre chronologique des débats (sans classification).

* Difficulté d’accès aux financements
* Absence de ratification de la convention internationale sur la gestion des eaux de ballast des navires
* Respect du repos biologique et contrôle plus efficace de son application
* Insuffisance de contrôle de la pêche irrégulière et des équipements de pêche utilisés
* Manque d’action/programmes de formation des futurs promoteurs et manque de banques de projets pré-identifiés pour faciliter l’identification des activités pertinentes et porteuses
* Impacts des rejets du phosphogypse dans le golfe de Gabès et de tous genres de rejets et déchets polluants en mer
* Inadéquation et obsolescence du cadre juridique de gestion des déchets
* Problématique des normes et référentiels de comptabilité et d’évaluation de la rentabilité des activités (limitées aux aspects économiques) : ne tiennent pas compte de la valeur des services écosystémiques et de la durabilité des composants de l’écosystème
* Région de Soliman : Oued El Bey et Sebkhet Soliman, problème de la pollution hydrique industrielle aboutissant dans le golfe de Tunis
* Insuffisance d’application du principe “pollueur/payeur” (ou inefficacité de son application) et manque de coercition
* Manque de liaison des impacts des pollutions/nuisances à la santé humaine (directement ou indirectement) pour expliquer les dangers et convaincre les citoyens et les décideurs des risques encourus en vue de la prise d’action concrète et urgente
* Manque d’introduction des aspects genres dans les analyses et les statistiques et, par voie de conséquence, leur absence dans les bases de données
* Manque de communication et de sensibilisation surtout de proximité
* Région de Ghar El Melh – Sounine – Rafraf : Problème de la pollution de la côte par les rejets hydriques (en plus de l’érosion des plages)
* Éparpillement des initiatives et des efforts et absence du rôle de fédérateur de l’Etat ou des institutions publiques
* Absence des institutions de recherche dans les processus de prise de décision dans le domaine, alors qu’un partenariat gagnant/gagnant devrait permettre une prise de décision mieux renseignée
* Problématique de la capacité et du rendement des infrastructures de traitement des eaux usées et des rejets polluants sur la côte
* Responsabilisation des entreprises polluantes dans les actions de dépollution (ou de prévention de la pollution) dans une démarche participative (y compris la RSE)
* Problématique de la pollution marine par les déchets en plastique et sa complexité

En ce qui concerne les activités relatives à la protection de l’environnement marin et, compte tenu du manque flagrant de données et de connaissance de ce milieu et de la biodiversité marine, les constats suivants ont été notés par les participants :

* Insuffisance des inventaires sur le milieu marin le long des côtes et dans les eaux territoriales tunisiennes et manque de connaissance des habitats, écosystèmes ainsi que la faune et la flore marine
* Manque de suivi continu du milieu marin et côtier (biodiversité : habitats, espèces, et tous les paramètres physiques et chimiques, etc.)

La deuxième partie des discussions a été consacrée aux échanges sur la deuxième question :

1. **Pouvez-vous proposer trois à quatre actions prioritaires de changement transformateur pour améliorer la durabilité par rapport au secteur ?**

Un résumé synthétique des propositions est présenté dans le tableau ci-dessous.

| **Intitulé de l’action** | **Impact attendu en termes de durabilité** | **Acteur principal porteur de l’action** | **Autres acteurs à impliquer** |
| --- | --- | --- | --- |
| 1-Développer l’accompagnement des promoteurs et des futurs projets | Augmenter les chances d’aboutissement des projets | APIA – Instituts de recherche spécialisés | Secteur bancaire, départements concernés |
| 2-Création de centres d’incubation de projets innovants, de plateformes dédiées et de bases de données | Assurer un environnement favorable pour augmenter le succès des start-ups et des projets innovants | APIA - Instituts de recherche spécialisés | Secteur bancaire, départements concernés |
| 3-Trouver des sources de financement et mettre en place une ligne de financement spécifique | Soutien des promoteurs et aboutissement des idées de projets porteuses | Min. Développement économique, Min. Finances | Min. Et dép. concernés |
| 4-Favoriser et inciter la transition écologique des embarcations et équipements de pêche maritime | Une pêche plus durable et plus rentable | UTAP - DGPA | APIA, INSTM, secteur bancaire, Min. Fin. |
| 5-Réformer les programmes scolaires et universitaires en introduisant une composante sur l’environnement et le fonctionnement des écosystèmes marins et terrestres | Faire comprendre aux élèves et aux étudiants le fonctionnement des écosystèmes marins et terrestres, les différentes problématiques environnementales ainsi que les différents concepts (économie bleue, circulaire, durable, etc.) | Min. Educ., Enseign. Sup, Envir., Form. Profes. | Société civile |
| 6-Prévoir des curricula spécifiques de formation professionnelle et d’enseignement supérieur des métiers émergents de l’économie bleue | Former des compétences pour développer le secteur | Min. Enseign. Sup. - Form. Profes. | Centrale patronale sectorielle, départements concernés |
| 7-Mettre en place un cadre d’encouragement (financier et technique) des initiatives de recyclage et de valorisation des déchets y compris le plastique | Favoriser l’émergence de nouvelles entreprises intervenant dans le domaine pour le dynamiser | ANGED - Municipalités | Min. Tourisme et l'artisanat, Min. Env., Indust. |
| 8-Mieux profiter des opportunités et possibilités de financements (surtout les subventions) offertes sur le plan international et régional en matière de développement de l’EB | Permettre aux jeunes promoteurs de disposer de davantage d’opportunités de financement et d’encadrement | Min. Aff. Etr., Min. Dév. Econ., Min. Env. | Départements et institutions concernés |
| 9-Créer une instance nationale (ou désigner l’une des instances existantes) pour la coordination et l’harmonisation des interventions pour le développement et la promotion de l’EB | Assurer une meilleure coordination entre les intervenants et harmonisation des différents aspects et activités ainsi que la participation de toutes les parties prenantes à l’échelle nationale pour une meilleure efficacité | CREATION D’UN MINISTERE DE LA MER  OU PROMOTION DU ROLE DU SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES DE LA MER | Tous les Dép. et instit. concernés |
| 10-Préparer et disséminer un large programme d’information et de sensibilisation sur l’EB pour simplifier et vulgariser ce concept et ses différents aspects auprès de tous les publics cibles, allant des professionnels avertis au simple citoyen, utilisant tous les moyens classiques et “up to date” de communication | Améliorer les connaissances de tous les publics cibles sur l’EB et relever le niveau de leur sensibilité vers l’importance de l’environnement marin | Min. Env. - Min. Cult. | Instances concernées |
| En ce qui concerne la protection de l’environnement marin et, compte tenu du manque flagrant de données et de connaissance de ce milieu et de la biodiversité marine, les propositions suivantes ont été faites par les participants :    11-Programmer des inventaires multidisciplinaires du milieu marin (ressources biologiques, caractérisations physiques, chimiques, courantologie, etc.)    12-Mettre en place des programmes multidisciplinaires de suivi continu des habitats, des espèces et écosystèmes marins et côtiers, de l’hydrographie, de la pollution et de tous les paramètres du milieu marin nécessaires | Mieux connaître la qualité, l’état de la santé et la productivité de notre milieu marin      Mieux connaître l’état de notre environnement marin et côtier (l’état de la biodiversité et les autres paramètres caractéristiques et suivre son évolution afin de mieux renseigner la prise des décisions stratégiques et politiques sur la conservation et l’exploitation durable de nos ressources marines | Instance précitée chargée des affaires de la mer – Min. Envir. - Institutions de gouvernance et de recherche concernées | Départements ministériels concernés |

**Restitution de l’atelier gouvernance transversale de l’économie bleue**

**Modératrice : Jihene Guesmi.**

**Rapporteur : Mounir Majdoub**

1. **La problématique**

* L’espace maritime et côtier accueillent une diversité d’activités économiques. D’une part, ces activités se partagent l’exploitation des ressources de la mer et d’autre part elles génèrent des impacts, négatifs ou positifs, sur l’environnement et sur les autres activités.
* L’occupation de l’espace par les diverses activités, la construction des infrastructures qui lui sont nécessaires et l’exploitation des ressources de la mer, sont souvent sources de conflits d’usage entre les secteurs et les acteurs.
* Sur un autre plan le milieu marin et côtier devra faire face à des menaces externes, dont les impacts générés par d’autres pays et ou opérateurs en méditerranée, ainsi que les impacts grandissants des changements climatiques.
* Créer des opportunités d’investissement et d’emplois.
* Pour faire face à l’ensemble de ces défis, l’avenir des activités maritimes et leur durabilité sont conditionnées par une gouvernance institutionnelle efficace, dont une panification spatiale maritime et côtière intégrée et une instance et des instruments d’arbitrage entre les diverses activités.

1. **Les enjeux de la gouvernance**

* Nécessité d’une politique maritime (et côtière) intégrée
* Disposer d’une bonne base de connaissances scientifiques et d’information sur la mer et le littoral : y compris sur les ressources naturelles et écologiques
* L’importance de la planification spatiale maritime, en harmonie avec la planification générale du territoire et la gestion intégrée des zones côtières
* Une coordination nationale multisectorielle, multi-acteurs et pluridisciplinaire
* Développer les instruments juridiques et règlementaires à même de faciliter la coordination intersectorielle et la planification spatiale maritime
* Rénover et développer les évaluations environnementales et sociales spécifiques et stratégiques.

1. **Contributions des participants**

* La prise en compte le contexte méditerranéen dans son ensemble
* Le développement des connaissances scientifiques sur le capital naturel et des écosystèmes marins
* Le défi de l’employabilité des jeunes diplômé.e.s
* La promotion des investissements innovants et à forte valeur ajoutée
* La participation des parties prenantes dans la prise de décision
* L’orientation de la politique universitaire vers le professionnel et de moins en moins vers le fondamental. Ce qui est contradictoire avec l’approche de développement des bases scientifiques de connaissances.
* Développement du travail collaboratif multidisciplinaire et interministériel.
* L’écologie économique. La notion de bien commun
* La question de leadership. Qui, quelle structure devra coordonner la gouvernance ?
* La pluridisciplinarité
* Proposer un manifeste plaidoyer pour la préservation de la mer et promouvoir l’économie bleue durable
* La bonne gouvernance c’est avant tout de la bonne gestion
* Faire appel aux compétences universitaires dans les études qui préparent la décision
* Créer une Plateforme de projets et de connaissances autour des ODD, dont ODD14. (exemple de la SDG platform partnership du Kenya).
* La CMAM et son SGAM peut constituer une instance de coordination nationale, sauf qu’elle souffre d’un déficit de prérogatives, d’instruments de gouvernance et de moyens de fonctionnement.

1. **Recommandations de mesures en matière de gouvernance**

* Une question fondamentale devra être posée, politiquement et socialement : que voulons-nous faire de notre littoral et de notre mer ?
* Pour cela, il est indispensable : (1) de disposer d’une base de connaissances scientifiques et fiables, (2) faire participer les différentes parties prenantes.
* Instituer l’évaluation environnementale stratégique en tant qu’outil d’évaluation des politiques, plans et programmes.
* Une loi relative à l’économie bleue, y compris sa définition, ses objectifs, sa gouvernance institutionnelle et ses instruments juridiques de mise en œuvre.
* Créer un hub de connaissances sur l’économie bleue : écologiques, économiques, scientifiques, culturels, sociaux
* Développer un programme national intégré de l’économie bleue, y compris la promotion de l’investissement dans l’économie bleue

**ANNEXE : EGENDA DE LA CONFERENCE DIALOGUE ECONOMIE BLEUE**

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, document

Description générée automatiquement

1. *Vessel Monitoring System.* [↑](#footnote-ref-1)